

## Quelques interrogations à partir du mouvement « gilets jaunes »

### Rencontre le Mardi 29 Janvier, 18h30

*Dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »*

Bien sûr qu'on entend tout et n'importe quoi dans ce mouvement, bien sûr que des crapules fascistes porteuses de haine et de guerre tentent d'y faire leur trou, bien sûr que des vautours divers de la récupération rôdent etc etc...

Pour autant ne se passe-t-il pas quelque chose ?

S'arrêter à des considérations journalistiques générales, ou vouloir plaquer sa propre pensée sur ce mouvement c'est assurément passer à côté de beaucoup de questions, c'est rester à camper sur ses propres positions, c'est refuser de s'interroger et d'interroger ce que peut être la politique aujourd'hui. C'est en dernier ressort refuser de s'interroger sur le présent, le contemporain, tel qu'il se donne et se cherche.

Avec ces Rencontres, nous tentons de penser l'aujourd'hui. Pour réfléchir le mouvement gilets jaunes, nous essaierons de ne pas partir de jugements moraux ou de pre-requis, bref, de ne pas nous mettre en position de surplomb.

Dans cette perspective, nous proposons quelques points, quelques interrogations pour ouvrir à la rencontre du 29 Janvier.

1) Un élément important de rupture, qui va travailler dans les années qui viennent, est la fin, ou à minima la crise très importante de la légitimité de la représentation parlementaire, et de la logique de représentation tout court. Ce refus d'avoir des représentants, d'envoyer des gens négocier, parler pour les autres est affirmé dès le début du mouvement, on entend souvent des gens dire : « *au gouvernement, ils savent ce qu'on veut, ils n'ont qu'à le faire, il n'y a pas besoin d'envoyer des représentants les rencontrer* ».

Alors, le RIC ou le grand débat pour répondre à cette crise de la représentation, crise politique profonde de l'état et de sa légitimité, est-ce bien sérieux ?

2) Une chose devient évidente maintenant : ce mouvement ne se réfère à aucune des anciennes catégories politiques : ni mouvement social, ni référence à la lutte de classe, mais il prend la forme de prises de positions individuelles, affirmées dans un cadre collectif. A de nombreux moments, en des lieux divers, chacun parle en son nom. Cela bouscule tout, il faut accepter comme nouveauté cette rupture à grande échelle qui ne vient pas de nulle part, mais qui marque à la fois la fin complète du « sujet politique historique » et la fin de la représentation parlementaire comme seules possibilités de faire de la politique (dans le sens de « *se mêler de ce qui se passe* »). Bon nombre invoque au travers de cette façon de faire l'importance de la responsabilité directe de chacun quand à ce qui arrive. Quelle place donner aux pensées qui sortent, aux affirmations qui veulent parler pour tous ?

3) Un autre point a surgi, qui lui aussi est au long cours : ce qu'on peut appeler « la question nationale », que certains ne veulent pas voir ou que d'autres veulent ramener au nationalisme xénophobe et guerrier.

De manière symbolique, cela s'est donné par le drapeau tricolore, la marseillaise, la devise liberté-égalité-fraternité mise en tête de manifestation dans certains endroits. Une lutte farouche s'ouvre : l'Etat doit-il inclure tout le monde, tous les gens qui vivent dans le pays ou doit-il poursuivre son tri entre les méritants et les autres, tri effectué sur des bases de richesse, d'origines, de religions, de nationalités ou autre encore ? Quel est le point de vue, la prise de position de chacun là-dessus ?

( À ce sujet, voir dans « Le Journal des Possibles » l'article : [Pourquoi on se bat](#) )

4) La politique étatique se résume de plus en plus à une logique de guerre contre des parties de la population.

Politique de guerre menée par les gouvernements successifs depuis Sarkozy et qui était jusqu'à présent circonscrite aux « habitants des quartiers », et qui se généralise maintenant à tout le pays. Il y a les gens « issus de l'immigration », les « musulmans » considérés comme pas tout à fait français. S'y ajoutent maintenant les « français violents et casseurs, qui n'ont aucun goût de l'effort ».

Quel régime politique se met en place au travers de cela ?

Le qualifier de « régime policier » est loin d'être suffisant.

5) Certaines questions ouvertes par le mouvement Tunisien se poursuivent-elles ici ? Par exemple, s'il ne s'agit plus de prendre l'état ou de le détruire, pour refaire à peu près la même chose après lui, c'est qu'on est dans la fin de ce qu'on peut appeler « la politique de l'antagonisme à ce qui existe ». Mais alors qu'est-ce qui s'ouvre-là ?

6) Peut-on faire puissance des gens eux-mêmes sans chercher le pouvoir d'Etat (politique de l'antagonisme) ? Peut-on affirmer et prescrire sur l'Etat, tout en restant à distance de sa politique ? Peut-on s'appuyer sur des affirmations de ce type (celle d'un ami) « *la puissance, c'est de ne plus faire par rapport à en face, mais c'est de tenir dans la durée ce que tu penses et veux toi-même, pour tous* » ?

Les droits des gens, le respect, la prise en compte de chacun qui vit dans le pays France, le refus d'un Etat en guerre permanente contre le peuple, sont autant de points sur lesquels s'interroger pour tenter de répondre à la nécessaire puissance des gens face à l'Etat.

Pour en débattre :

## **Rencontre le Mardi 29 Janvier, 18h30**

**PETITE SALLE ESCOUSSIÈRES ARNAUD BERNARD**

3 rue Escoussières - Arnaud Bernard, Métro Capitole ou Jean-Jaurès

*Dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »*